

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 31/01/24

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Communauté de l'Agglomération Dijonnaise**

Références : 0005401138/2023-379

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement Communauté de l'Agglomération Dijonnaise implanté Rue Alexander Fleming 21000 Dijon. L'inspection a été annoncée le 03/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté de l'Agglomération Dijonnaise
- Rue Alexander Fleming 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005401138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Dijon Métropole exploite une Unité de Valorisation Énergétique (UVE). Les activités sont

réglementées au titre des Installations Classées pour la Protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation non Seveso. Les activités sont également visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive) pour la rubrique 3520-a.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels ;
- Produits chimiques ;
- Risques chroniques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.4.1	Sans objet
6	Gestion et élimination des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.3.6	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.1.1	Sans objet
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.1.2	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.2.4.2	Sans objet
5	Gestion et élimination des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.3.3	Sans objet
7	ammoniac	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.6.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, l'installation apparaît comme bien tenue.

En lien avec la précédente visite, l'inspection a pu constater le fonctionnement en direct du système de contrôle par vidéo des déchargements des déchets imposés par l'article D541-48-1 du code de l'environnement qui n'était pas encore opérationnel lors de la visite d'inspection du 20

octobre 2022.

Pour information, les deux poteaux incendie du site ont été contrôlés le 5 octobre 2023 et présentent respectivement un débit de 58 m<sup>3</sup>/h et 82 m<sup>3</sup>/h pour une pression de 1 bar.

Par ailleurs, l'exploitant s'assurera de l'efficacité de l'ensemble de ses dispositifs de rétention, y compris au niveau de la plateforme des mâchefers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection le classeur de la salle de commande. Ce document reprend le Plan d'Opération Interne avec le repérage des zones à risques du site (selon l'article 7.1.1 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation). Un dossier d'intervention pompiers plastifié est disponible à l'accueil du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, stocks de substances et mélanges dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un inventaire des stocks des substances et mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) auquel est annexé un plan général des stockages. Cet inventaire est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Tous les matins à 7h30, l'état des stocks de produits chimiques disposant d'un capteur de niveau est envoyé automatiquement par mail au personnel d'encadrement. L'état des stocks et leur positionnement sont reportés sur le « plan pompier et bilan stockage produits chimiques ». L'exploitant présente celui du jour avec les quantités d'ammoniaque, d'insolubilisant, de coagulant, de soude, d'acide chlorhydrique et de chaux. Un tableau de synthèse reprend les consommations sur les dernières 24h et la moyennes des consommations sur 24h des 7 derniers jours. L'inspection a constaté que ces données pouvaient être consultées en temps réel depuis la salle de commande. Pour les quelques stockages de substances dangereuses ne disposant pas d'un suivi automatique

de niveau, la procédure ENR-ENV-62 mentionne la nature, l'emplacement et les quantités maximales susceptibles d'être stockées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.2.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens humains

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant constitue une équipe de première intervention composée de personnes nommément désignées et entraînées périodiquement à la lutte contre l'incendie.

**Constats :**

L'exploitant rappelle que l'organisation des secours est prévue en interne par le biais du POI qui définit le rôle de chaque équipier de sécurité. Une équipe de première intervention est constituée d'un chef d'équipe (parmi le personnel d'astreinte : 4 agents de maintenance + 2 encadrants) et de deux équipiers parmi les agents postés.

L'ensemble du personnel, hormis le pôle administratif, reçoit une formation liée à la sécurité :

- manipulation d'extincteur ;
- simulation de départ de feu avec prestataire extérieur.

L'exploitant prévoit de former son personnel à l'utilisation d'un Robinet d'Incendie Armé.

En 2023, 2 exercices de mise en situation ont été organisés, faisant l'objet à chaque fois d'un rapport. Ces deux exercices, réalisés les 31 mars et 3 octobre 2023, simulaient un départ de feu de fosse. Le but de ces exercices est de faire en sorte que l'ensemble des personnels concernés (cadres et équipiers) soient régulièrement recyclés.

L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des formations de son personnel. A noter, qu'une formation initiale est délivrée à tout nouvel arrivant. La réalisation de cette formation est actée par la signature d'une fiche accueil formalisant les points abordés et les formations à mettre en place dans le courant de l'année suivante (plan de formation).

En 2023, un poste de responsable sécurité/formation a été créé pour le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.4.1

**Thème(s) :** Produits chimiques, Rétentions et confinement

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, ou 50 % de la capacité des

réservoirs associés.

**Constats :**

D'après le plan des « zones à risques » (voir point de contrôle n°1) et le « plan pompier et bilan produits chimiques », l'inspection s'est déplacée sur site et a pu constater :

- Un stockage en extérieur de 6 m<sup>3</sup> d'acide chlorhydrique. Cuve double-peau sur rétention. L'enduit d'étanchéité a été repris à plusieurs endroits, principalement au droit des différents points de fixation au sol. Un système de purge en partie basse (en position fermée le jour de l'inspection) permet de renvoyer les eaux de pluies (après analyses) vers les eaux de recyclage « mâchefers » ;
- Un local regroupant 2 m<sup>3</sup> de coagulant BWT CM217 (pH 1) et 2 m<sup>3</sup> d'insolubilisant AML2 (pH 10) sur rétention. La membrane d'étanchéité de la rétention présente un gonflement (air emprisonné entre la membrane et le plancher) . Un regard de puisage permet le pompage en point bas ;
- Un local de 2 citernes de 20 m<sup>3</sup> chacune d'ammoniaque placées sur rétention. L'accès du local doit se faire en étant équipé d'un détecteur portatif disponible à l'accueil (panneau rappelant la consigne sur la porte du local). La présence d'un liquide est constatée au niveau de la rétention du local.
- Un local de deux citernes de Soude (11 m<sup>3</sup> et 14 m<sup>3</sup>). L'accès au local est doté d'un batardeau amovible étanche permettant d'assurer la rétention au niveau du local. Néanmoins, le sol présente de nombreuses dégradations ne permettant pas de se prononcer sur l'étanchéité ou non de cette rétention.

Des fiches de sécurité simplifiées sont apposées dans l'ensemble des locaux et zones de dépotage visités ce jour.

**Observation N°1 :**

- l'exploitant s'assurera de la compatibilité du coagulant BWT CM217 de pH1 et l'insolubilisant AML2 de pH10 pouvant être mis en contact dans le local dédié.

**Observation N°2 :**

- l'exploitant vérifiera la nature et le pH du liquide présent dans la rétention du local de stockage d'ammoniaque afin d'en assurer la bonne gestion.

**Demande de complément N°1:**

- L'exploitant précisera les dispositions prises ou prévues pour vérifier l'étanchéité effective de l'ensemble des capacités de rétention de son site, au regard notamment des constats susmentionnés.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 5 : Gestion et élimination des mâchefers**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion et élimination des mâchefers

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un registre spécifique identifiant l'état des stocks et leur localisation, ainsi que les flux entrants issus de l'installation d'incinération (date d'arrivée, volume, zone de stockage).
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks est effectué chaque mois et est reporté sur un tableur. L'exploitant présente les relevés de 2023. Un schéma permet de localiser les quantités de mâchefers présents dans l'ensemble des 7 casiers de la plate-forme (3000 t chacun environ) indiquant leur période de remplissage (date de début de remplissage et date de fin de remplissage) et la quantité réellement stockée.</p> <p>Tous les 6/8 mois une campagne de criblage est réalisée par un prestataire extérieur permettant une valorisation de ce mâchefer grâce à l'obtention d'une grave de meilleure qualité (granulométrie, extraction de fer...). Le mâchefer criblé est stocké sur la plate-forme et localisé sur le schéma des stocks (date de production / quantité).</p> <p>L'exploitant s'est doté d'un outil SIG lui permettant de localiser les zones de la région Bourgogne Franche-Comté et plus principalement de la Côte d'Or aptes pour l'utilisation de mâchefer en valorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Gestion et élimination des mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des eaux résiduaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux collectées dans le bassin associé à l'aire de stockage et de traitement des mâchefers ne sont pas rejetées, mais elles sont recyclées pour servir à l'extinction et au refroidissement des mâchefers en sortie de fours de l'installation d'incinération.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est rendue sur la plate-forme de mâchefers et a pu consulter les plans d'exécution. La plate-forme est constituée d'une géomembrane étanche recouverte d'une couche de matériaux drainants englobant un réseau de drains. La couche de finition est réalisée en mâchefer. L'étanchéité de la membrane peut être vérifiée en contrôlant le débit d'un réseau de drains « secs » placés sous la membrane étanche. La plate-forme est ceinturée par un merlon de terre. Il n'est pas possible de vérifier en l'état si la membrane remonte le long de ces merlons ou si elle n'est présente qu'en fond de forme.</p> <p>Un bassin de 300 m3 est réalisé en point bas de la plate-forme dans la structure en rétention. Le bassin est à sa capacité maximum et l'eau commence à remonter sur la plate-forme. Le bassin peut-être vidé par gravité pour alimenter la fosse à mâchefers, facilitant ainsi l'acheminement de ce dernier par des extracteurs à chaînes, ainsi les lixiviats restent en circuit fermé dans le process.</p> <p><b>Question posée :</b></p> <p>En cas de pluies prolongées, la plate-forme est-elle en capacité de retenir l'ensemble des eaux de ruissellement ?</p> <p><b>Demande de complément N°2:</b></p> <p>L'exploitant apportera les éléments justifiant l'étanchéité de la plate-forme « mâchefers », en particulier quand le bassin de collecte est plein (avec l'eau en contact avec le merlon).</p>

L'exploitant évaluera quel épisode pluvieux la plate-forme est en capacité de retenir et indiquera la gestion prévue pour éviter tout relargage ou infiltration d'eau lorsque le bassin ou la plateforme arrive à saturation.

L'exploitant formalisera et transmettra la procédure de vérification des drains « secs » permettant de s'assurer de l'étanchéité de la membrane.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 7 : ammoniac**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de l'eau ammoniacale

**Prescription contrôlée :**

Dans les zones à risque liées à l'ammoniac, l'exploitant dispose des équipements individuels de détection et de protection adaptés (masque, détecteurs portatifs).

**Constats :**

L'accès du local doit se faire en étant équipé d'un détecteur portatif disponible à l'accueil (panneau rappelant la consigne sur la porte du local).

**Observation N°3:** ces dispositions n'ont pas été suivies lors de l'Inspection. Les mesures de protection individuelle sont liées à la présence d'ammoniaque et non à la nature de l'intervention dans le local, elles sont donc à bien mettre en œuvre systématiquement dans le respect des dispositions prévues. L'exploitant mettra en place un système de « consignation » ne permettant pas l'accès du local sans détecteur portatif.

Un système de douche et rince œil est à disposition dans le local. Ce local est équipé de deux détecteurs d'ammoniaque (redondance), un gyrophare placé en extérieur signale la présence éventuelle d'ammoniaque.

**Type de suites proposées :** Sans suite